



Conseil de sécurité

Débat ouvert sur le renforcement des opérations de maintien de la paix

New York, le 9 septembre 2024

Déclaration de la Suisse

Lue par Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Merci, Monsieur le Président.

Je voudrais également remercier le Secrétaire-général adjoint, M. Jean-Pierre Lacroix, de son exposé introductif, ainsi que Mme Comfort Ero et le Prince Zeid Ra'ad al Hussein, Présidents et Directeurs généraux de l'*International Crisis Group*, respectivement de l'*International Peace Institute*, deux organisations de renom avec lesquelles la Suisse collabore étroitement, y inclus sur l'avenir du maintien de la paix.

Je remercie également les Casques bleus de leur engagement. Ces femmes et ces hommes courageux accomplissent au quotidien un travail remarquable au service de la paix, dans des circonstances – on l'a entendu – souvent très difficiles. Nous rendons donc hommage en particulier aux quelques 4'300 Casques bleus qui ont donné leur vie, depuis 1948, pour protéger celle d'autrui.

A l'occasion de la journée dédiée aux soldats et soldates de la paix, au mois de mai dernier, le Secrétaire général a affirmé que ces hommes et femmes « représentent le multilatéralisme en action » et que leurs actions concrétisent l'engagement du *Nouvel Agenda pour la paix* en matière de prévention. Au vu des milliers de vies sauvées, nous partageons pleinement cette appréciation.

Lors de cette même journée, une année auparavant en 2023, dans le cadre des commémorations des 75 ans des opérations de maintien de la paix onusiennes (OMP), notre Ministre de la défense a eu l'honneur de présider un débat de ce Conseil portant sur le financement des opérations de soutien à la paix de l'Union africaine. Il s'agissait du coup d'envoi d'un processus qui a abouti à l'adoption de la résolution 2719 en décembre dernier. Celle-ci – on l'a entendu - représente un jalon décisif dans la coopération entre les Nations Unies et les acteurs régionaux, au premier rang desquels l'Union africaine.

En 75 ans, les OMP ont su s'adapter souvent avec succès aux nombreux défis, et souvent de façon très innovante. Pensons par exemple au renforcement des mandats de protection des civils ou à l'inclusion des conseillers et conseillères sur le climat. Aujourd'hui toutefois, le maintien de la paix est menacé de manière plus fondamentale, par les tensions existantes entre les Etats, la diminution du consensus et l'acceptation réduite par les Etats-hôtes. Il est donc important de continuer à adapter cet instrument de façon anticipatoire au vu de ces changements fondamentaux.

Monsieur le Président,

Notre soutien au maintien de la paix doit être tourné vers l'avenir si nous voulons réussir cette adaptation. Je souhaite évoquer les trois réflexions suivantes sur le rôle du Conseil à cet égard :

Premièrement, le maintien de la paix doit être centré sur l'humain. Les OMP ne se déroulent jamais dans le vide : elles s'inscrivent dans un contexte historique, culturel, social et économique existant et elles soutiennent un processus politique. Celui-ci doit impliquer toutes les parties prenantes, notamment les femmes dont la participation significative augmente les chances de succès et aide à mitiger les risques des Missions. Aussi les OMP doivent-elles toujours être liées au processus politique et de paix. Pour que celui-ci soit stable, il doit reposer sur l'état de droit, que les OMP peuvent contribuer à renforcer ou à reconstruire si nous leurs accordons les mandats et les moyens nécessaires. De même, la gestion des ressources naturelles et l'impact du changement climatique doivent être pris en compte de manière plus systématique dans la conceptualisation des mandats par ce Conseil.

Deuxièmement, en matière de maintien de la paix, il n'existe pas de *one-size-fits-all*. Il s'agit d'élaborer des modèles de missions modulables afin de mieux faire face aux situations concrètes. Le Conseil doit donc avoir à sa disposition un éventail de formats de mission qu'il peut engager et séquencer selon les besoins – et nous l'avons entendu, ils doivent être clairs et réalistes. Le renforcement de la coopération avec les organisations régionales est une piste prometteuse dont la mise en œuvre devrait être accélérée. Le respect strict du droit international humanitaire et des droits humains doit être une condition incontournable du soutien des Nations unies. Enfin, le recours à des solutions innovantes, par exemple basées sur les nouvelles technologies, doit être encouragé dans ce monde en pleine transformation.

Finalement, le maintien de la paix est un effort collectif – nous l'avons entendu. Le partenariat, la confiance et la transparence entre le Conseil de sécurité, le Secrétariat, les pays contributeurs en soldats et policiers, les Etats-hôtes et les OMP sont déterminants. L'unité du Conseil est importante pour la crédibilité des OMP, leur acceptation sur le terrain et donc, en fin de compte, pour la sécurité des Casques bleus.

Monsieur le Président, chers collègues,

Les OMP sont l'expression ultime de la solidarité entre les nations et elles ont fait leurs preuves. Les discussions en cours, en particulier dans le cadre du Nouvel Agenda pour la paix et du Sommet de l'avenir, doivent permettre aux OMP de continuer à protéger des vies et à rester un instrument-clé des Nations unies. Ce Conseil doit saisir l'opportunité et nous devons avoir le courage de nous adapter, sur la base des expériences et des leçons tirées des récents développements. A la veille de notre Présidence du Conseil en octobre, et de la visite à New York de l'Union africaine, nous nous réjouissons de contribuer à ce débat, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de la Résolution 2719. La Suisse continuera à soutenir de manière active les Opérations de paix, en personnel, en financement et en termes conceptuels.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Thank you, Mr. President.

I would also like to thank Under-Secretary-General Jean-Pierre Lacroix for his introductory remarks, as well as Ms Comfort Ero and Prince Zeid Ra'ad al Hussein, Chairmen and CEOs of the International Crisis Group and the International Peace Institute respectively, two renowned organizations with which Switzerland works closely, including on the future of peacekeeping.

I would also like to thank the Blue Helmets for their commitment. Every day, these courageous men and women do remarkable work in the service of peace, often in very difficult circumstances – we have heard it. In particular, we pay tribute to the 4,300 Blue Helmets who have given their lives since 1948 to protect the lives of others.

On the occasion of the day dedicated to peacekeepers last May, the Secretary-General stated that these men and women “represent multilateralism in action”, and that their actions give concrete expression to the New Agenda for Peace 's commitment to prevention. In view of the thousands of lives saved, we fully share this assessment.

On the same day, in 2023, as part of the commemoration of 75 years of UN peacekeeping operations (PKOs), our Minister of Defense had the honor of chairing a Council debate on the financing of African Union peace support operations. This marked the start of a process that culminated in the adoption of Resolution 2719 last December. This – we have heard it – represents a decisive milestone in cooperation between the United Nations and regional players, first and foremost the African Union.

Over the past 75 years, the PKOs have often successfully adapted to numerous challenges, and often in highly innovative ways. Think, for example, of the strengthening of civilian protection mandates or the inclusion of climate advisors. Today, however, peacekeeping is threatened in more fundamental ways, by existing tensions between states, declining consensus and reduced acceptance by host states. It is therefore important to continue to adapt this instrument in anticipation of these fundamental changes.

Mr. President,

Our support for peacekeeping must be forward-looking if we want to adapt successfully. I would like to offer the following three thoughts on the role of the Council in this respect:

Firstly, peacekeeping must be people-centred. PKOs never take place in a vacuum: they are part of an existing historical, cultural, social and economic context, and they support a political process. This process must involve all stakeholders, especially women, whose meaningful participation increases the chances of success and helps mitigate the risks of Missions. For this reason, PKOs must always be linked to a political and peace process. For the latter to be stable, it must be based on the rule of law, which PKOs can help to strengthen or rebuild if we give them the necessary mandates and resources. Similarly, the management of natural resources and the impact of climate change must be taken into account more systematically in this Council's conceptualization of mandates.

Secondly, when it comes to peacekeeping, there is no such thing as one-size-fits-all. It's all about developing mission models that can be adapted to suit specific situations. The Council must therefore have a range of mission formats at its disposal, which it can engage and sequence as required - and we have heard it, they have to be clear and realistic. Strengthening cooperation with regional organizations is a promising avenue that should be pursued more vigorously. Strict compliance with international humanitarian and human rights law must be an essential condition of UN support. Finally, the use of innovative solutions, based on new technologies for example, must be encouraged in this rapidly changing world.

Finally, peacekeeping is a collective effort – we have heard it. Partnership, trust and transparency between the Security Council, the Secretariat, troop- and police-contributing countries, host states and PKOs are crucial. The unity of the Council is important for the credibility of PKOs, their acceptance in the field and, ultimately, for the safety of peacekeepers.

Mr. President, dear colleagues,

PKOs are the ultimate expression of solidarity between nations, and they have proved their worth. Ongoing discussions, particularly in the context of the New Agenda for Peace and the Summit for the Future, must ensure that PKOs continue to protect lives and remain a key instrument of the United Nations. This Council must seize the opportunity, and we must have the courage to adapt, based on the experiences and lessons learned from recent developments. On the eve of our Presidency of the Council in October, and the African Union's visit to New York, we look forward to contributing to this debate, particularly with regard to the implementation of Resolution 2719. Switzerland will continue to actively support peace operations, in terms of personnel, financing and concepts.

Thank you.